

sur les trains ou languissaient dans le chômage et la misère. Ce que nous réalisons aujourd'hui en vue de la victoire nous est également possible en vue d'assurer le bien-être de la nation canadienne. On a vu le Canada se transformer d'un pays aux usines désertes, aux ressources inutilisées et gaspillées en un pays où le chômage est presque disparu, où la production s'est accrue énormément et où le revenu national est en progrès. La guerre terminée, le prétexte de manque d'argent ne sera plus une excuse à ces conditions intolérables. Il ne faudra plus permettre cette excuse, même si encore aujourd'hui les agences de l'Etat font parvenir à leurs employés des circulaires les avertissant d'acheter des rentes viagères afin de n'être pas plus tard au crochet de parents ou de la charité publique.

Malgré tous ces vœux platoniques de prix convenables en faveur des producteurs primaires et d'emploi continu, il est évident que le chômage et peut-être aussi des prix désastreux pour les denrées agricoles, la pauvreté enfin, sera notre lot si nous nous contentons d'étudier les accords internationaux et les mesures d'ordre domestique à la recherche de quelque incroyable découverte.

Nous n'osons pas retarder la préparation des programmes qui protégeront nos concitoyens contre les fléaux des secours aux chômeurs et de la pauvreté. Nous avons trouvé des milliards tous les ans pour les fins destructrices, les dépenses en pure perte mais nécessaires de la guerre. Nous devons assurer nos gens que nous pouvons trouver et que nous trouverons des milliards pour les fins constructives, vitales et également nécessaires de la mise en valeur de nos ressources d'une façon paisible.

Ne retardons pas d'un seul jour à le faire. Ne nous contentons pas simplement de nommer un comité spécial de la reconstruction et du rétablissement dans la vie civile, mais nommons plutôt un corps représentatif,—et j'entends un corps véritablement représentatif qui comprendrait des ouvriers, des agriculteurs, des industriels et des représentants de toutes les principales sphères d'activité au pays,—et confiez à cet organisme l'élaboration d'un plan national. De plus, qu'il soit bien entendu que le Parlement s'engage au nom du pays à accepter le programme national, social et économique formulé par ce corps et à dépenser à cette fin, de concert avec les autorités provinciales, une somme, disons, d'au moins cinq milliards de dollars au cours des deux premières années après la cessation des hostilités. Si on pouvait compter sur un tel crédit national on pourrait entreprendre l'élaboration de véritables programmes domestiques, et les soldats qui se battent pour nous en ce moment seraient assurés que nous sommes sincères lorsque nous parlons d'un monde nouveau et meilleur. Cette

proposition ne consiste pas en un amorçage de la pompe économique. Elle doit au contraire faire partie d'un programme national formulé en vue de l'exploitation nationale de nos ressources et empêcher le retour au régime du capitalisme d'avant-guerre qui ramènerait inévitablement la misère de ce temps-là. Il ne faut pas laisser plus longtemps notre nation sous l'empire des entreprises monopolisatrices privées dont les pouvoirs n'ont cessé de s'accroître avec la guerre. Deux choses sont donc nécessaires: premièrement, la promesse de l'affectation de fonds suffisants pour nous permettre d'entreprendre immédiatement après la guerre les travaux d'ordre national et social, de construction de logements, d'électrification, d'irrigation, de reboisement, de voirie et le reste; deuxièmement, des plans pour la conversion, après la guerre, des industries et des machines de guerre possédées par l'Etat en industries de production de denrées et de services en temps de paix. Ajoutons à cela les industries monopolisatrices et les institutions financières, qui doivent être socialisées, ainsi que la mise en valeur des coopératives, et nous aurons les moyens propres à mettre à exécution le plan à longue portée de direction de notre économie à l'avantage de tous les citoyens.

Pouvons-nous, cependant, espérer que le présent gouvernement arrêtera un plan d'ordre pratique pour la période d'après-guerre? Même durant la présente guerre, nous n'avons vu l'application d'aucun plan général d'une mobilisation effective de nos ressources. Nous avons établi la conscription de notre capital humain pour l'armée, mais nous n'avons pas appliqué le même principe à l'industrie ni à la richesse. Le rapport du comité des dépenses de guerre, présenté à la Chambre jeudi de la semaine dernière, devrait non seulement nous fournir matière à réflexion, mais devrait aussi nous faire sortir de notre indifférence. Le sous-comité qui a rédigé le vœu sur lequel je désire appeler l'attention de la Chambre ne comptait aucun membre de notre parti, mais le rapport confirme les inquiétudes que nous avons exprimées en différentes occasions depuis le commencement de la guerre. Je signale le vœu suivant:

Que, dès qu'on pourra obtenir les états financiers des compagnies pour l'année 1942 on étudie particulièrement les bénéfices, l'accélération de la dépréciation et les taxes des compagnies. La question des surplus de bénéfices et de l'accélération de la dépréciation a été pour le comité la cause de graves soucis. On encaisse des bénéfices très considérables qui, dans certains cas, dépassent de beaucoup les bénéfices normaux. Bien que la loi de taxation sur les surplus de bénéfices n'autorise personne à retenir des bénéfices excédentaires qui ont été gagnés, il n'en reste pas moins de nombreux cas où, par suite de certaines décisions, des sociétés posséderont, à la fin de la guerre, un actif physique précieux qui aura été